

L'EVANGILE
ET LE
CLERGÉ FRANÇOIS,
SUR LA
SOUMISSION DES PASTEURS,
DANS LES
RÉVOLUTIONS DES EMPIRES.

PAR
M. L'ABBÉ BARRUEL.

*“ Ce n'est point selon les intérêts politiques-
“ et les différences locales, qu'on peut changer
“ les principes d'une religion dont les dogmes
“ sont les objets d'une foi surnaturelle, et dont la
“ morale est universelle.”* Exposit. des principes du clergé sur la constit. civ. collect. ecclés. t. 1, p. 234.

A LONDRES:
Chez A. DULAU et Co. Soho Square.

1800.



De l'Imprimerie d'A. DULAU et Co. et L.
NARDINI, No. 15, Poland-street.

L'ÉVANGILE

ET LE

CLERGÉ FRANÇOIS,

&c. &c.

SI ma doctrine étoit à moi, et si j'étois libre d'en changer en abandonnant ceux qui m'ont été donnés pour maîtres dans la foi, je pourrois la livrer aux clameurs excitées par une simple note annonçant ma façon de penser sur les prêtres soumis aujourd'hui à la puissance dominante à Paris. Je n'en croirois pas moins avoir donné assez de preuves de mon attachement à la cause du trône et de l'autel, pour me flatter que toute apologie à cet égard, seroit parfaitement superflue. Je suis homme, et il peut m'échap-

per quelque imprudence; mais je ne sache pas avoir donné des preuves de démente; et j'en mériterois le reproche plus que personne, si l'on m'avoit vu dans un instant, détruire d'une main, ce que j'ai si longtemps travaillé à soutenir de l'autre.

Mais l'imprudence même, où la trouveroit-on dans ma conduite à l'égard de cette promesse exigée de nos frères par les gouverneurs du jour? Seroit-ce dans mon attention à communiquer à des ecclésiastiques une lettre souverainement intéressante et pour eux et pour moi, en ce qu'elle nous montre l'état actuel de l'église de France? Seroit-ce encore dans mon attention à joindre à cette lettre, une note tendante à ce que l'on cessât de m'attribuer une opinion que je n'avois pas, à montrer que dans tout état de cause, je suis loin d'approuver tout prêtre qui, violant la hiérarchie, ne suivroit point dans la pratique, les dispositions de nos supérieurs ecclésiastiques?

Je suis également à voir en quoi ils ont péché contre la prudence, ceux qui ont cru pouvoir rendre publique, et la lettre et ma note, tandis que l'on applaudissoit à des am-

phigouris théologico-politiques publiés par des laïques, comme si ces messieurs étoient faits pour nous dicter la loi sur les devoirs du sacerdoce dans les circonstances présentes.

Quoi qu'il en soit de ce reproche étrange, je dois, en pardonnant plus que des imprudences,* réparer au moins autant qu'il est

* Dans quel rang faut-il mettre, par exemple, cette affectation de me prêter des allusions dont je n'avois pas même la première idée ; ou bien encore cette prétention, que j'ai cherché à offenser des hommes que personne ne voit avec plus de vénération que moi, dans une honorable détresse, livrés à des travaux pour lesquels leurs mains n'étoient pas faites, mais qui certainement diront tous comme moi, que dans le choix de ces travaux, ou bien de la prédication évangélique, on ne les verroit pas hésiter, eux qui sont exilés pour leur foi. De pareilles imputations ne prouvent que l'impuissance de ces éplucheurs de mots, qui ne pouvant vous persuader, cherchent à vous fâcher contre un auteur, qui n'a que des raisons à leur offrir.

Quant à ces écrivains de lettres pseudonimes, tels que le soi-disant *capitaine* qui m'écrit en style d'anspessade, et qui signe le *Vigoureux*, quoiqu'il

en moi, le scandale reçu et non donné, d'une opinion dans laquelle je persiste, le scandale bien plus réel, de l'opinion que vient de nous donner je ne sais quel profane, en m'opposant son hétérodoxie, sous le titre d'*observations d'un Gentilhomme sur la Soumission proposée au Clergé de France par la République*. Je dois surtout répondre aux questions qui m'arrivent et de la ville et des provinces. Je ne suffirois pas si je voulois donner à chacun une réponse particulière. Pour satisfaire à tous, je poserais le véritable état de la question, relativement aux pasteurs des âmes; je dirai ce que c'est pour eux, que la soumission passive aux diverses révolutions des empires; je montrerai combien elle est, en général, conforme à l'esprit de l'évangile et aux devoirs du sacerdoce. J'examinerai ensuite si la promesse exigée aujourd'hui, pour permettre aux ecclésiastiques l'exercice public

soit assez lâche pour cacher son vrai nom, je les prie de croire que leurs grossièretés ne m'ont pas convaincu qu'il faille condamner au silence la vérité.

de leurs fonctions, se réduit à une simple soumission passive. Je dirai en troisième lieu, quels ont été dans les premières années de la révolution, les principes du clergé françois sur cette soumission, et s'ils sont applicables aux circonstances actuelles ; je répondrai enfin aux objections faites à ces principes, ou bien à leur application. Mais dans tout cela, je ne ferai mention des laïques ou des émigrés, que pour faire observer combien leur situation est ici différente de celle du clergé déporté. Je les laisse traiter cette question d'après les intérêts politiques ; qu'ils nous permettent de la considérer sous le jour de nos devoirs religieux.

PREMIERE PARTIE.

De la Soumission des Pasteurs aux Révolutions en général, et d'après l'esprit évangélique.

DANS les révolutions des empires, il est une soumission coupable et criminelle; c'est la soumission des lâches. C'est celle du guerrier que le prince avoit armé du glaive pour le maintien du trône, et qui, dans les jours de danger pour le trône, l'abandonne et se cache, ou plie sous le joug, tandis qu'il peut encore combattre pour le souverain.

Il est une soumission innocente, parce qu'elle est forcée. C'est celle du vieillard, de la mère ou du père de famille, qui, ne pouvant ni fuir ni résister, sans s'exposer gratuitement à perdre leur fortune et leur

vie, s'abandonnent bien moins à l'usurpateur qu'à la nécessité.

Il est une soumission louable et vertueuse. C'est celle du serviteur fidèle qui, voyant son maître chassé par les rebelles, reste dans la maison, la sauve du pillage et de l'incendie; promet aux brigands même soumission, pour écarter le glaive de la tête des enfans de son maître, et leur rendre, malgré leur infortune, tous les services qu'il leur avoit rendus dans des temps plus heureux.

Il est enfin une soumission de zèle religieux. C'est celle d'un pasteur qui, chargé par Dieu même du salut des âmes, au milieu des tempêtes révolutionnaires, et en attendant que le Dieu des empires leur ait rendu la paix, ne voit dans le tyran, ou dans l'usurpateur, dans le jacobin même, que l'instrument des vengeances célestes, se soumet au pouvoir dominateur; et après avoir rempli ses devoirs de citoyen, reste encore fidèle à ses devoirs de prêtre, laisse à d'autres le soin des discussions et des affaires de ce monde, pour ne s'occuper plus que

de la mission qui lui est propre, et du salut des âmes qui lui sont confiées.

C'est uniquement de cette dernière espèce de soumission qu'il doit s'agir ici. Sa définition seule nous dit combien la situation de nos pasteurs dans les révolutions en général, diffère de celle des laïques, et, par conséquent, quelle différence peut aussi se trouver dans les principes de la conduite à suivre par les uns ou par les autres dans ces révolutions. Le simple citoyen, la noblesse émigrante dans ces jours malheureux, ne méritent que notre estime et notre admiration, en quittant leur fortune et leurs palais, pour aller au-delà de l'empire même, partager les dangers du souverain. Les pasteurs des âmes sont aussi, sans doute, maîtres d'abandonner tous les biens de ce monde, pour soutenir la cause du monarque; et le clergé françois a su prouver qu'il pouvoit en cela imiter les plus fidèles serviteurs de son roi. Mais un pasteur, maître d'abandonner sa fortune, peut-il, doit-il aussi dans ces révolutions, préférer ou l'exil, ou bien une déportation, désormais volontaire, à l'exercice de ses fonctions religieuses auprès des hommes,

dont le salut éternel étoit confié à ses soins ? Voilà ce qu'il s'agit d'examiner, non dans les vues d'une politique profané qui subordonne tout à ses intérêts temporels, mais d'après ces lois saintes de la morale et de l'évangile, qui nous montrent par dessus tout nos devoirs envers Dieu et le salut des âmes.

D'après cette morale, d'après celle de la nature même, il est incontestable que si j'ai deux devoirs à remplir, l'impossibilité de satisfaire à l'un ne me dispense pas de l'autre. J'admets sur ce principe, que si la persécution nous empêche de remplir les fonctions du culte religieux, nous ne sommes pas pour cela, dispensés de nos devoirs envers le prince ; admettez donc aussi qu'une révolution quelconque empêchant le pasteur de rendre au prince ce qu'il auroit toujours voulu lui rendre comme sujet, il n'est pas pour cela dispensé de rendre à Dieu et à ses paroissiens, ce qu'il leur doit comme pasteur.

A ce principe de la morale naturelle, l'évangile ajoute qu'il est dans tous les temps, et dans toutes les circonstances, un devoir de

première nécessité, *porro unum est necessarium* ; que ce devoir d'un ordre supérieur à tout, est le salut de l'âme, parce qu'elle est plus précieuse que tout, *plus est anima quam esca* ; c'est-à-dire, que si le souverain est réduit par des séditieux et des rebelles, à l'impuissance actuelle de diriger le corps de l'état, il faut pourtant que l'âme des sujets ne soit pas abandonnée ; que le pasteur soit encore là pour les sauver ; et qu'il y soit autant que les brigands eux-mêmes lui permettront d'y être.

Sa situation alors est difficile, j'en conviens, elle est douloureuse et accablante ; il en coute à un cœur déchiré, qui d'un côté voudroit suivre son prince au-dehors, et de l'autre, doit faire son devoir au-dedans. Mais s'il a satisfait à ce devoir, cruels ! vous le blâmez, lorsqu'il faudroit le plaindre. Mais s'il a cru devoir condescendre jusqu'à se soumettre, et à subir le joug d'un ravisseur qui exerce un empire usurpé sur nos provinces ; quand cette soumission est tout ce qu'il accorde à l'usurpation, et lorsqu'il ne l'accorde qu'à

qu'à l'impuissance de sauver autrement des âmes dont il est responsable ; vous l'accusez encore ! vous devriez admirer sa sagesse et sa fidélité aux droits du souverain lui-même, comme aux lois de l'évangile. Oui, je le dis ici, admirez sa sagesse ; ou bien trouvez vous-même quelque parti plus propre à combiner ce qui lui reste de devoirs envers le trône, et de devoirs envers l'autel.

Il le sait ce pasteur, tout ce qu'il doit encore au trône. L'évangile lui dit qu'avec les meilleures intentions du monde, il ne faut pas faire le mal pour recueillir le bien, *non sunt facienda mala ut veniant bona* ; c'est-à-dire que pour servir l'église et pour travailler au salut des âmes, il n'est pas autorisé à rien faire contre les droits du souverain ; mais c'est précisément, pour se réserver le droit de ne rien faire contre lui, alors même qu'il ne peut rien pour lui, c'est pour cela qu'il se contente d'une simple soumission passive au pouvoir dominateur. S'il vouloit reconnoître les droits de l'usurpation, il rendroit aux usurpateurs le même hommage qu'il

s'empressoit de rendre à son Roi légitime ; il ne réduiroit pas la promesse de sa fidélité à celle d'une soumission, d'une résignation qui ne dit rien de plus en faveur de la force dominante, que ma non résistance ne dit en faveur du larcin, lorsque pour conserver mes jours ou bien pour empêcher de plus grands maux, je laisse les brigands dépouiller la maison de mon père.

Cette précaution du pasteur qui s'en tient à une simple soumission passive, qui par là ne s'engage à aucune approbation, et qui proteste même contre toute approbation, et contre tout concours à l'usurpation, par cela seul qu'il refuse à l'usurpateur le serment de maintenir ses lois, par cela seul qu'il le réduit à se contenter de la soumission accordée aux brigands, cette précaution, dis-je, est donc celle de la sagesse même, ou de cette prudence évangélique, sachant parfaitement combiner la nécessité de satisfaire aux devoirs les plus importants, sans jamais nous permettre de nuire aux droits des autres.

Osez-vous nous dire en effet que la

prédication de l'évangile, l'administration des sacremens, et les autres fonctions évangéliques, seuls motifs de cette soumission, blessent les droits du prince ? Ce sera là d'abord supposer dans les princes de la terre, des droits assez étranges sur les choses du ciel ; mais ce sera surtout nous forcer à vous rappeler des devoirs d'un ordre supérieur.

Puisqu'il faut vous le dire, pour justifier ici ceux de nos frères, qui n'ont pas d'autre vue que ces devoirs, dans leur soumission à la force dominante, auriez-vous oublié que, ministres de Dieu, ils peuvent, et ils doivent au milieu des révolutions même, se présenter à vous comme les envoyés de Jésus-Christ. *Pro Christo legatione fungimur.* En cette qualité quel sera donc le temps, où pouvant remplir la mission de Dieu, ils en seront absous par l'homme ? Il leur a été dit : allez et prêchez l'évangile aux nations ; il ne leur fut pas dit : aux nations seulement gouvernées par leurs princes légitimes. Il leur a été dit : le salut est l'affaire souverainement nécessaire. C'est donc aussi l'affaire de

tous les temps et de tous les états, dans le trouble et l'agitation, comme pendant la paix des empires. Ministres du salut, et envoyés de Dieu pour le salut, ils le sont donc aussi dans toutes les circonstances où peuvent se trouver les états. C'est pour cela que Jésus-Christ a soin de leur apprendre que *son Royaume n'est pas de ce monde* ; c'est-à-dire, que sa mission n'ayant rien de commun avec l'empire des souverains du monde, il faut aussi qu'ils la remplissent en quelque état que soient les souverains et leur empire, et sous des consuls, tout comme sous des Rois.

C'est pour cela que dans le trouble et les chocs de l'état, il dispense les prêtres de ces discussions orageuses, qu'il ne leur seroit pas donné de concilier avec leur ministère, avec leur qualité de pasteurs, d'hommes évangéliques. C'est à cela que tendent les leçons, les exemples qu'il leur donne, lorsqu'il est question des affaires de ce monde.—Deux frères le choisissent pour juge de leur héritage ; il leur répond : *qui est ce donc qui m'a établi juge de vos contestations?*—Un disciple invité à le sui-

vre, ne demande à le quitter, que pour ensevelir son père ; et il lui dit : *laissez les morts ensevelir les morts. Vous, allez, et prêchez le Royaume de Dieu.*—Il en survient un autre, qui demande le temps de mettre ordre aux affaires de sa maison ; la réponse que celui-ci reçoit, est que *pour être propre au Royaume de Dieu, il ne faut plus regarder derrière soi.*—Quel est l'objet de toutes ces instructions, si ce n'est de nous apprendre que le ministre de Jésus-Christ, dans ces circonstances où les affaires et les contestations du monde le détourneraient de son ministère, doit laisser de côté les affaires du monde, et s'occuper de sa mission, et ne pas oublier pour ces contestations, qu'il est l'ambassadeur de Jésus-Christ, le ministre d'un Dieu, dont la mission l'emporte sur toute affaire de ce monde ?

Une leçon plus propre encore à ces circonstances, est celle que Jésus-Christ nous donne, lorsque les Hérodiens et les Phariséens profitent des révolutions de la Judée, pour tendre un piège à sa sagesse. La politique de ceux-là leur fait suivre le

parti du plus fort ; et ceux-ci dans la force ne voient encore que l'usurpation ; et les uns et les autres savent bien que le peuple n'a point encore crié : *nous n'avons d'autre Roi que César* ; si Jésus-Christ prononce que l'empire des Romains est légitime, il déplaira aux Juifs ; s'il proscriit cet empire, il devient odieux aux Romains. C'est en cela que consiste le piège tendu à sa sagesse. Un seul mot suffit à l'écarter. Jésus-Christ se tait sur l'usurpation, et sur la violence, ou l'injustice de la conquête ; il répond : rendez à César ce qui est à César, à Dieu ce qui est à Dieu ; et sans se mettre en peine de satisfaire la malignité ou la curiosité des Hérodiens et des Pharisiens sur le titre qui donne la Judée à César, il reste soumis à César ; et continue à prêcher l'évangile sous César, comme il eût pu le faire sous un prince héritier de David.

Rapprochez les circonstances et la réponse ; à quoi se réduit-elle, si ce n'est à nous apprendre que l'évangile conservant ses droits sous tous les gouverneurs, et dans toutes les révolutions, le pasteur qui

sait, pour le prêcher, rester à son poste, soumis à ces révolutions, ne fait qu'user des droits du ciel, sans blesser ceux de la terre ; qu'il doit continuer à rendre à Dieu ce qui est à Dieu, comme son envoyé et son ministre, quelle que soit la puissance ou la force régnante*.

Oui, rendez à Dieu dans ces temps même, ce qui est à Dieu dans tous les temps. Nos temples sont à lui, et il a droit au culte que lui rendoient nos pères

* “ Les Pharisiens extrêmement jaloux de leur liberté, ne payoient qu'à regret le tribut aux Romains ; les Hérodiens au contraire attachés au parti dominant, qui étoit celui d'Hérode et des Romains, étoient pour la soumission aux ordres des empereurs, de sorte que, de quelque manière que J. C. répondit, il leur sembloit qu'il ne pouvoit éviter de tomber dans leurs pièges.” (*Dom Calmet, vie de J. C. ch. 46, en note*) Ajoutez à cela que la grande réputation et l'hypocrisie des Pharisiens leur donnoient sur le peuple une autorité bien plus grande que celle des Hérodiens, ce qui rendoit le pouvoir des Romains sur les Juifs plus équivoque, et plus mal assuré.

dans ces temples. Fût-ce le jacobin le plus éffréné, que le ciel vient forcer à les rouvrir, il faudroit y rentrer pour les purifier, y chanter les louanges de notre Dieu, et y prêcher sa loi. Ce sont là ses palais ; il faut que ses ministres, aussitôt qu'ils le peuvent, s'y rendent à la tête des fidèles, pour lui payer l'hommage de son culte.

Au milieu de ces révolutions, souvenons-nous même qu'il est une autre dette à acquitter, et d'autres droits à satisfaire. Je veux dire les droits des fidèles eux-mêmes. La révolution n'empêche pas que *leurs âmes ne soient plus précieuses que le corps*. C'est au pasteur qu'elles sont confiées ; et c'est parce qu'il est responsable de leur salut, que l'évangile leur ordonne de lui être soumis, de suivre ses leçons. *Obedite præpositis vestris, et subjacete eis ; ipsi enim perovigilant, quasi rationem pro animabus vestris reddituri.* (Hebr. c. 13.) Cette juridiction du pasteur sur les fidèles, on ne nous dira pas sans doute, que les révolutions des empires l'effacent ; mais si elle subsiste, si les paroissiens et les diocésains sont encore

obligés d'écouter les leçons du pasteur, convenez donc aussi qu'il est obligé de les leur donner, puisque c'est à raison de ce devoir seul qu'il a reçu autorité sur eux. Convenez qu'il est encore responsable de leur salut ; qu'il doit se rapprocher de ses ouailles, pour veiller sur elles, aussitôt que nos révolutions le lui permettent.

Le souverain conserve tous ses droits au milieu de ces révolutions ; mais les sujets fidèles, nécessités, ou repentans, ont aussi conservé leurs droits religieux. Si le prince leur est ravi, ils n'ont pas pour cela perdu leur droit aux sacremens, au vrai culte, aux instructions évangéliques. Les enfans et la jeunesse n'ont pas perdu leur droit aux leçons et à l'éducation du christianisme. Les malades et les mourans n'ont pas perdu leur droit aux ressources de la religion. Au jugement de Dieu, ils pourroient accuser le pasteur dont l'absence, ou libre, ou librement prolongée, auroit été suivie de leur damnation.

Celles même des révolutions dont le caractère spécial sera l'impiété, ne feront

qu'ajouter à ce droit des fidèles. Plus ils se trouveront exposés au danger de la séduction, plus le pasteur doit rester auprès d'eux, pour les soutenir dans la foi, et la pratique des devoirs religieux, s'il ne veut pas être jugé par Dieu, comme le pasteur mercénaire qui voit les loups venir, et qui s'enfuit ; et qui n'ose pas même revenir, lorsque ses brebis le rappellent.

Ainsi dans l'évangile se trouvent marqués tous les devoirs du prêtre, au milieu des révolutions même. Ainsi par un simple acte de soumission à la puissance dominante, il satisfait à cette loi suprême, qui ne lui permet point d'ajouter à l'injustice contre le souverain de droit, alors même qu'il ne lui est plus donné de vivre sous ses lois ; ainsi sous les lois même de l'usurpation, il n'ajoutera point aux droits de l'usurpateur ; mais il n'oubliera point que sous l'usurpateur même, il lui reste à remplir ses devoirs envers Dieu comme son envoyé sous toutes les puissances du monde ; et ses devoirs envers les âmes, comme chargé de leur salut, malgré toutes les révolutions du monde.

SECONDE PARTIE.

De la promesse de fidélité requise en ce moment de la révolution, et réduite à la promesse de simple soumission. Doctrine des évêques François sur cette soumission pendant les premières années de la révolution ; et application de cette doctrine aux circonstances présentes.

DANS tout ce que j'ai dit jusqu'ici, il est aisé de voir avec quelle attention j'ai évité une question bien plus épineuse, et souverainement alarmante, non seulement pour les consciences délicates, mais encore pour tout homme qui sent l'importance du serment qu'il a fait, ou qu'il étoit censé

avoir fait au prince légitime. Cette question est celle du moment, et des circonstances, qui annulant ce premier serment, permettent de jurer fidélité à un nouveau gouvernement. Ce mot fidélité, dans toute l'étendue de sa signification, dit un concours actif à maintenir. Qu'il doit être terrible, et qu'il doit en coûter aux François religieux de le promettre, ce concours à maintenir dans leur patrie tout autre empire que celui des Bourbons ! La noble résistance de nos frères, les cris de leur conscience alarmée ont heureusement forcé les gouverneurs du jour à des explications qu'il s'agit pour nous de constater, pour savoir à quel point elles suffissent pour rappeler à leurs fonctions auprès de leurs ouailles, les pasteurs déportés. Sur l'authenticité de ces explications, j'ai les données suivantes.

I. *Par un arrêté des consuls de la république, du 7 Nivose, an 8*, il est statué que les *ministres des cultes* (il faut se prêter ici à ce langage) assujétis à un serment ou déclaration quelconque, y satisferont

tiseront par celle-ci : *je promets fidélité à la constitution.*

En ce même jour, le *Moniteur* est déclaré *Journal Officiel*, et seul autorisé à prendre ce titre. (*Annal. Phil. Mor. Lit. No. 1, p. 93*, par MM. les Abbés de Boulogne et Sicard.)

II. Trois jours plus tard, paroît dans ce journal, *une note par laquelle*, disent les prêtres de Paris, auteurs des annales que je viens de citer, “ une note par laquelle le
 “ *gouvernement* s’empresse d’aller lui-
 “ même au-devant des scrupules, et de lever
 “ les difficultés alléguées jusqu’ici par les
 “ opposans aux précédentes soumissions.
 “ Nous disons le *gouvernement*, ajoutent
 “ ces auteurs ; car il est impossible qu’une
 “ note si importante, et qui tient de si
 “ près à la garantie qu’il exige, ne soit
 “ pas son ouvrage, et n’aie pas été insérée
 “ par son ordre.” (Ibid.)

III. On lit dans cette note, sur la fidélité à promettre à la constitution, les paroles suivantes, “ Cette formule est à elle seule
 “ une garantie parfaite de la liberté des
 “ opinions religieuses ; car elle respecte

“ toutes les délicatesses, et jusqu’aux scrupules de la piété.—*On ne promet pas comme par le passé, de maintenir la constitution.*—Aujourd’hui on promet *uniquement d’être fidèle, c’est-à-dire de se soumettre, de ne point s’opposer.*
 “ —Quelle religion ne recommande la *soumission* aux lois du pays où l’on est ? et quel est le prêtre, qui par le fait même de son habitation dans un lieu, ne se croie pas tenu de respecter ses engagements ?”

IV. Dans la proclamation que nous connoissons tous, le préfet de la Lozère qui doit certainement en être instruit, produit lui-même cette note du Moniteur comme *officielle*, et comme donnée par le *gouvernement*.

V. Les faits les plus publics en France nous disent hautement que par ce mot *fidélité*, les gouverneurs du jour n’entendent pas autre chose qu’une soumission passive, conformément à cette note. Voici quelques uns de ces faits pris des mêmes annales.

VI. Dix ecclésiastiques étoient depuis

long-temps détenus dans les prisons de Dijon, la plupart fonctionnaires publics, et tous insermentés. A l'arrivée du premier consul dans cette ville, on lui demande leur liberté. Il veut, pour la leur rendre, qu'on *s'assure de leurs principes sur la promesse de fidélité*. La réponse de ces ecclésiastiques aux magistrats, *est qu'il y a dans la constitution, des articles qu'ils ne voudroient point approuver ; que sous ce point de vue, la promesse de fidélité leur donneroît des inquiétudes de conscience, mais que du reste il est très-fort dans leurs principes de ne point se révolter contre aucun des articles de la constitution, ni contre aucun des actes du gouvernement ; d'être soumis et paisibles*. Là-dessus, le premier consul répond qu'en leur demandant la promesse de fidélité, on n'exigeoit pas autre chose que ce qu'ils avoient déclaré dans leur réponse. Il ordonne qu'on mette en liberté ceux qui la signeroient. Trois refusent de le faire ; les sept autres sont mis en liberté. (No. 8, Let. de Dijon, 27 Mai.)

VII. A Guingamp, département des côtes du nord, on demande à 17 prêtres prisonniers la promesse de fidélité; ils la font et la signent en ces termes. *Je promets que je ne troublerai point l'ordre civil, que je serai soumis aux lois civiles et justes, que je ne m'opposerai point au gouvernement sous lequel je vis; c'est en ce sens que je promets fidélité à la constitution.* Cette promesse est acceptée, comme remplissant toutes les intentions du décret, et les 17 prêtres sont mis en liberté. (Id. No. 5.)

VIII. Parmi les ecclésiastiques détenus à l'île de Rhé, 28 ont fait leur déclaration en ces termes: *Dans le sens de l'explication officielle donnée par le gouvernement, et communiquée par le citoyen président, je promets fidélité à la constitution, et pas autrement.* Ces 28 ecclésiastiques ont été élargis; ainsi le rapportent ceux même des prêtres, qui n'ayant pas voulu souscrire à cette déclaration, sont restés déportés à l'île de Rhé. (Id. No. 3.)

IX. En exposant ce dernier fait, et après avoir observé qu'il leur fournit une nouvelle preuve de l'authenticité de la *note officielle* : " Nous n'en avons jamais
 " douté, ajoutent les ecclésiastiques au-
 " teurs des annales ; et nous sommes tous
 " les jours plus confirmés dans ce senti-
 " ment, par la facilité que nous ont
 " donnée de nous en convaincre, différens
 " témoignages, ou verbaux, ou par écrit,
 " des *principaux membres du gouverne-*
 " *ment*, qui interrogés à cet égard, ont
 " répondu de *la manière la plus affirma-*
 " *tive*, que cette note avoit été *discutée*
 " *dans le conseil d'état*. Aussi tous les
 " évêques de France qui sont restés dans
 " l'intérieur, *Marseille, Macon, Senlis,*
 " *Lectoure, Angers, St. Papoul, et*
 " *Alais*, ont cru pouvoir, *d'après cette*
 " *explication*, autoriser la nouvelle pro-
 " messe. Le grand vicariat de Tournai,
 " gouvernant ce diocèse, pendant la va-
 " cance du siège, à publié à cet effet, une
 " lettre à tous les prêtres de sa juris-
 " diction. Les administrateurs du diocèse
 " de Cahors, le siège également vacant,

“ ont fait de même. Les administrateurs
 “ du diocèse d'Amiens viennent de rendre
 “ aussi public un avis motivé principale-
 “ ment sur *l'explication officielle du gou-*
 “ *vernement, &c.*

X. Enfin on écrit d'Aire, premier Ger-
 minal, la lettre suivante : “ Nous savons, à
 “ n'en pouvoir douter, que les archevêques
 “ d'Auch et de Toulouse ont décidé que
 “ le clergé de leurs diocèses pouvoit faire
 “ la promesse de soumission. Nous igno-
 “ rons si les vicaires généraux de Tou-
 “ louse ont déjà notifié la décision de leur
 “ prélat ; mais nous avons la pleine cer-
 “ titude que ceux d'Auch l'ont fait ; et
 “ voici quel est le texte formel et précis
 “ de cette décision rendue publique par
 “ eux.”

“ Nous y avons bien réfléchi. Nous ne
 “ voyons aucune difficulté à faire *la sou-*
 “ *mission, ou la promesse.* Il n'y a lieu
 “ à aucune restriction ou réserve d'objets
 “ spirituels, dans une constitution qui
 “ n'en renferme aucun, qui est bornée à
 “ des combinaisons politiques, et n'a d'au-
 “ tre but que de déterminer le mode d'ad-

“ ministration. L'exil des émigrés, leur
 “ spoliation, et celle du clergé sont extrin-
 “ sèques à cette constitution. Ce n'est ni
 “ une maxime, ni un principe proposé à
 “ notre croyance. C'est un fait passager,
 “ accidentel, qui appartient tout entier
 “ aux circonstances, et qui ne constitue pas
 “ l'essence du gouvernement. D'ailleurs
 “ se soumettre n'est pas approuver. On
 “ souffre ce qu'on ne peut empêcher. Je
 “ suis d'avis que vous ne devez faire au-
 “ cune difficulté.” (Id. No. 4.)

A ces argumens et à ces faits, qui sait
 combien nos frères de l'intérieur pour-
 roient en ajouter de la même nature ?
 Nous, qui au-dehors, ne pouvons en con-
 noître qu'une bien petite partie, raisonnons
 au moins sur ce qui nous parvient d'in-
 contestable. Il me semble qu'en voilà bien
 assez pour observer, 1°. que les gouverneurs
 du jour savent évidemment que la *fidélité*
 promise par les ecclésiastiques françois se
 réduit à une simple *soumission* ; seconde-
 ment, que ces ecclésiastiques se croient
 autorisés par les gouverneurs même à cette
 explication ; troisièmement, que ces gou-

verneurs ne font réellement que maintenir la France dans l'idée que c'est là le sens de leur arrêté expliqué par eux-mêmes, puisqu'ils ne réclament ni contre la manière dont cet arrêté s'exécute, ni contre l'explication qu'on leur en attribue publiquement. Or quand il est notoire que l'auteur d'une loi la laisse s'expliquer, s'exécuter dans un sens quelconque, qu'il se laisse attribuer à lui-même cette explication par ceux même qui sont chargés de faire exécuter la loi, comme le préfet de la Lozère, ou bien comme les magistrats de l'île de Rhé ; dès lors il est constant aussi que la loi n'est plus loi que dans le sens de cette explication.

C'est ainsi que dans l'ambiguïté des lois anciennes, l'usage, ou les arrêts du parlement fixant à ces lois un sens quelconque, faisoient jurisprudence, à moins que le Roi même ne contredît l'explication. De là on peut conclure qu'aujourd'hui, tout homme donnant à la promesse de fidélité un autre sens que celui de soumission, quant aux ecclésiastiques, devroit être regardé en France comme pé-

chant contre la loi, contre l'esprit de la loi, ou du législateur, c'est-à-dire, contre les gouverneurs auteurs de l'arrêté. De là je conclurai au moins, que les ecclésiastiques françois, dans les circonstances présentes, par leur promesse de fidélité à la constitution, ne font qu'une promesse de simple soumission, et que c'est là tout ce qu'exige d'eux l'arrêté des consuls.

Après avoir montré combien l'évangile est pressant sur cette soumission, et quel devoir il en fait au pasteur qui ne peut désormais acheter qu'à ce prix la liberté de satisfaire à ce qu'il doit à Dieu, à ce qu'il doit aux âmes qui lui sont confiées; je pourrois me dispenser de recourir à tout autre moyen de conviction; mais l'évangile même à ses interprètes dans les chefs qu'il nous est ordonné d'écouter. Puisqu'on a cru me voir m'écarter des leçons de ces maîtres de l'église de France, c'est à la doctrine de nos évêques même que j'en appellerai; je conduirai moi-même mes lecteurs à cette majestueuse école, dont ma gloire sera d'avoir su me montrer l'écho le plus fidèle.

Pour exposer ici cette doctrine de nos

prélats françois; sur la soumission des pasteurs à la puissance de l'usurpateur même, je n'imiterai point ceux qui vont la chercher dans ce fameux serment de *maintenir* une constitution, dont les attentats contre le trône et contre l'autel, n'eussent échappé, ni au clergé, ni à la noblesse, si la réflexion avoit pu avoir lieu dans les orages de cette assemblée, se disant constituante, dont le grand art étoit d'exciter des tempêtes, pour étouffer les délibérations. Non, le serment arraché dans l'orage du 4 Février 1790, n'est point fait pour entrer dans le corps de doctrine des évêques ou des autres pasteurs députés, surpris alors comme citoyens, et n'imaginant pas qu'on dût jamais en faire le symbole de l'épiscopat pour les temps à venir.

Bien moins encore irai-je m'autoriser d'un serment proposé dans des jours d'alarmes pour la foi, et conçu en ces termes :

“ Je jure de veiller avec soin sur les fidèles
 “ dont la conduite m'a été, ou me sera con-
 “ fiée par l'église ; d'être fidèle à la nation,
 “ à la loi et au roi ; *et de maintenir de*
 “ *tout mon pouvoir, en tout ce qui est de*
 “ *l'ordre politique, la constitution décrée-*

“ tée par l'assemblée, et acceptée par le
 “ roi; exceptant formellement les objets
 “ qui dépendent essentiellement de l'auto-
 “ rité spirirituelle.”

Malgré ces exceptions, le clergé avoit eu le temps de réfléchir; nos évêques avoient trop bien senti que s'engager à *maintenir la constitution dans l'ordre politique, acceptée* par un roi sous le joug des rebelles, c'étoit prendre l'engagement de maintenir, et même *de tout son pouvoir*, l'ouvrage de la rébellion. Je le dirai donc pour l'honneur du clergé: malgré toute l'alarme qu'inspiroient alors à la foi les décrets du schisme, de l'hérésie et de l'intrusion, la formule de ce serment, quoique proposée par un vénérable prélat, (par M. de Clermont) ne fut point acceptée par le clergé. Le seul prélat que dans la collection ecclésiastique je voie signer cette formule avec M. de Clermont, et s'en tenir à elle, c'est Monseigneur l'évêque d'Usès (Collect. ecclés. t. 9. p. 15). Je ne saurois donc prendre ce serment de *maintenir* une constitution d'usurpateurs et de rebelles, pour le vœu de l'é-

glise de France. Jamais on ne la vit sanctionner ce serment.

Il n'en est pas de même de la simple soumission accordée aux décrets politiques de cette puissance usurpatrice. Ici il est facile d'observer l'opinion unanime, et la marche des délibérations. Aussitôt que la foi de l'église est menacée par ces mêmes législateurs, qui déjà ont porté tant d'atteintes au trône, le clergé s'empresse de manifester ses principes. Monseigneur l'archevêque d'Aix devient l'orateur des évêques députés; tous souscrivent au discours qu'il prononce; et pour montrer combien sa doctrine s'identifie avec celle de l'église de France, cent dix-neuf évêques l'appuient de leur souscription. (Voyez Collect. ecclés. t. 1.) Mais ici que lisons-nous sur la prétendue impossibilité de concilier la soumission des pasteurs, la prédication de l'évangile et toutes nos fonctions religieuses, avec nos révolutions? On diroit que ce digne orateur du clergé affecte de prévenir une erreur si étrange; car, nous dit-il formellement, " On ne peut pas croire que la religion est l'œuvre de Dieu, quand on veut l'assu-
" jettir

“ jettir aux pensées des hommes.—Il sem-
 “ ble que les peuples peuvent varier les
 “ formes de leur religion comme celles de
 “ leur gouvernement.—Cependant, reprend-
 “ il, la religion chrétienne est la loi que le
 “ Père de tous les hommes leur a donnée
 “ pour les conduire dans les voies de l'éter-
 “ nité. Il faut qu'elle convienne à tous les
 “ hommes ; elle ne peut pas être vraie pour
 “ un peuple, et fausse pour un autre.—Elle
 “ enseigne des vérités d'un ordre surnaturel,
 “ qui n'ont point de rapport avec l'admi-
 “ nistration des empires.—Ses espérances et
 “ ses craintes sont *dans toutes les condi-*
 “ *tions et dans tous les gouvernemens,*
 “ l'encouragement des vertus et l'épou-
 “ vante des crimes. Ce n'est point selon
 “ *les intérêts politiques, et les différences*
 “ *locales, qu'on peut changer les principes*
 “ *d'une religion dont les dogmes sont les*
 “ *objets d'une foi surnaturelle, et dont*
 “ *la morale est universelle.*” (Id. t. 1.
 Expos. des Princip. du Clerg.).

Admettez ces principes, ajoutez-y avec
 le même orateur, avec tous les prélats de
 France : “ Nous ne sommes pas évêques

“ pour nous, mais pour ceux auxquels nous
 “ administrons l'évangile et les sacremens.
 “ *Nous dépendons des besoins, ou même*
 “ *des scandales des peuples; et nous de-*
 “ *vons être, ou n'être pas, selon leur plus*
 “ *grande utilité, ce que nous sommes pour*
 “ *eux, et non pour nous.*” (Id.) Admet-
 tez ces principes, dis-je, et dites-nous en-
 suite comment la crainte de se trouver sou-
 mis aux révolutions des empires, dispense
 le pasteur de pourvoir au besoin des peu-
 ples en révolution, de leur administrer les
 sacremens, de vivre pour cela auprès d'eux,
 et pour eux ?

Aussi, que voyons-nous dans tout le reste
 de ce discours, si ce n'est le prélat, orateur
 du clergé, n'exposant sa doctrine, que pour
 faire sentir aux législateurs révolutionnaires,
 en quoi l'église peut se soumettre, et com-
 bien elle est disposée à se soumettre aux
 décrets qui ne changent en France que
 l'ordre politique; combien même elle est
 occupée des moyens de combiner sa disci-
 pline avec le nouvel ordre de choses, pourvu
 que la foi soit conservée intacte. (Voyez
 tout ce Disc. de Monseig. l'Arch. d'Aix.)

L'expression générale de ces dispositions ne fléchit pas des hommes qui ne veulent ni de la discipline de l'église, ni de sa foi. Le danger de voir l'une et l'autre sacrifiée à la révolution, augmente chaque jour; à l'instant où il monte à son comble, que font encore nos prélats et les pasteurs du second ordre? Ils choisissent un nouvel orateur, pour ajouter à la promesse de leur soumission; et voici les paroles qu'ils mettent dans sa bouche: “ *Les grands intérêts, Messieurs, absorbent les moindres, et les font oublier.* Ici nous laissons tout ce qui est temporel. Il n'est point dans notre caractère, ni dans nos sentimens, de nous en occuper, lorsqu'il s'agit d'un apanage bien plus essentiel de l'église, de sa hiérarchie, de sa juridiction et de sa discipline.—*Nous vous le répêtons, et nous aimons à le répêter, dans tout ce qui est civil et politique, nulle soumission ne l'emportera sur la nôtre.*”

Observons en passant que dans ce *dire de M. de Clermont*, il n'est plus mention du serment de *maintenir*; mais observons aussi combien y est formelle la promesse de sou-

mission. Qu'elle se fît alors au nom des évêques et de tout le clergé catholique présens à l'assemblée, c'est ce que nous assure, en la renouvelant devant eux, ce célèbre Abbé Maury, à qui sans doute on ne reprochera pas d'avoir fléchi sur les droits de l'église. Car voici ce qu'on lit dans son fameux discours sur la *constitution civile du clergé*. " Au moment où l'on nous
 " dit pour la première fois dans cette assem-
 " blée, que la constitution civile du clergé
 " alloit devenir l'objet de vos travaux, nous
 " prévîmes que cette prétendue organisa-
 " tion civile, seroit pour les ministres de
 " l'église un véritable code spirituel; et nos
 " craintes n'ont été que trop justifiées. M.
 " l'évêque de Clermont que nous choisîmes
 " pour notre organe vous renouvela l'hon-
 " nage de notre respectueuse déférence
 " pour vos décrets purement temporels." (Id. t. 6. p. 256.) Telle étoit donc alors l'idée générale de nos prélats françois, soit à l'assemblée, soit hors de l'assemblée, sur la soumission à cette monstrueuse révolution, dans le temps même où elle se fortifioit chaque jour, par les décrets de l'usurpation.

Ces leçons que nous donnoient alors les instructions générales de nos chefs, vous les retrouverez presque dans toutes celles que chacun d'eux adressoit à son église particulière. *Fidélité à la loi de Dieu*, écrivoit entre autre Monseigneur l'Evêque d'Usès à son chapitre, après la cessation de l'office divin dans sa cathédrale, c'est-à-dire, alors même que se consommoit l'apostasie de nos législateurs. “ *Fidélité à la loi de Dieu, obéissance aux lois temporelles et civiles, patience et résignation dans nos peines personnelles; telle doit être, Messieurs, la conduite, et du premier pasteur du diocèse, et de son vénérable presbytère; je vous en donneroie l'exemple, si vous en aviez besoin.*” (Coll. eccl. t. 9. p. 21.) *Soyez soumis à la puissance civile, en tout ce qui est de sa compétence*, affectoit d'écrire à ses diocésains, Monseigneur l'évêque de Boulogne, dans ce temps même où la puissance révolutionnaire avoit usurpé tout ce qui étoit de la compétence du roi. (Lett. past. 24 Oct. 1790).

“ *Au spirituel, comme au civil, c'est aux lois existantes qu'il faut s'en rap-*

“ porter, et tant qu’elles ne sont point
 “ abrogées, elles méritent *toute notre obéis-*
 “ *sance* et nos respects.” C’étoit la leçon
 que donnoit son Eminence le Cardinal de la
 Rochefoucauld au diocèse de Rouen, alors
 même qu’il se plaignoit si justement qu’une
 constitution nouvelle étoit venue mettre le
 comble à la douleur de l’église, en boule-
 versant son régime intérieur. (20 Fév.
 1791).—“ Laissez-nous les âmes et prenez
 “ tout le reste; vous nous commanderez
 “ ailleurs.—Nous serons citoyens suivant
 “ vos règles; mais si vous voulez être
 “ membres de l’église, vous le serez selon
 “ les siennes.” C’étoient les expressions
 de Monseigneur l’évêque de Blois, accom-
 pagnées de tous les sacrifices que pouvoit
 suggérer le plus généreux élan de zèle pour
 le salut des âmes. [Lett. aux Adm. du
 Dép. de Loir et Cher) .“ *Soyez citoyens;*
 “ *soyez patriotes;* mais soyez chrétiens,
 “ *soyez catholiques.*” C’étoit l’exhorta-
 tion de notre vénérable Archevêque de Paris,
 offrant de nouveau la promesse de toute sa
 soumission aux lois du jour, n’exceptant
 que les objets qui dépendent de *l’autorité*

spirituelle; et cela dans un temps où pour être *citoyen et patriote*, il falloit souscrire au renversement de toutes les anciennes lois de la patrie. [Let. past. du 7 Fév. 1791].

“ Je déclare, comme citoyen, et comme ministre d’une religion, qui prêche l’obéissance aux puissances temporelles, dans tout ce qui dépend de leur ressort, que je donnerai toujours l’exemple de la *plus entière soumission à la loi*.” C’est la protestation faite par M. l’évêque de Nancy aux administrations de son département, le 8 Janv. 1791.

“ *Le sentiment profond et religieux de la nécessité de cette soumission est gravé dans le cœur de tous les évêques, de tous les pasteurs.* La vérité de cette déclaration faite par M. l’évêque de Tarbes. [Let. past. 3 Fév. 1791] seroit facile à démontrer par une continuité de citations qu’il me seroit inutile de multiplier, et qui ne sont toutes que la répétition des mêmes sentimens sur la soumission aux lois révolutionnaires. On peut consulter là-dessus la Coll. Eccl. et plus spécialement, dans le 9ème tome, celles de Monseigneur l’Evêque de Soissons, se

déclarant *soumis* à la nouvelle constitution ; de M. d'Amiens, reconnoissant que *le gouvernement civil et politique des nations peut* changer, et au milieu de ce changement en France, prenant l'engagement d'être soumis *aux lois et à la constitution nouvelle*. On peut lire encore celle de M. d'Acqs, observant que s'il est un zèle qui déconcerte l'ennemi du salut, *ce zèle n'est pas incompatible avec cette soumission respectueuse que nous devons à l'autorité temporelle*. Qu'on observe surtout la leçon de ce même prélat, nous faisant réfléchir que J. C. disant : rendez à César ce qui est à César, *n'examina pas comment la puissance de César avoit été établie ; qu'il vouloit qu'on respectât dans cette autorité, l'ordre de Dieu, et le fondement du repos public*. [Instruct. Past. du 27 Déc. 1790].

Qu'on lise les leçons de M. de Bayeux apprenant aux pasteurs de son diocèse, que s'il s'élève contre un décret irreligieux, il n'en a pas moins rendu *sans peine à tous les autres, l'hommage de sa soumission*. [Lett. aux Curés de son Dioc. 13 Jan. 1791].

Il faut mettre un terme à ces citations ; car on pourroit dire qu'elles ne tendent qu'à prouver une chose d'ailleurs très-con nue, sur cette doctrine et ces dispositions des évêques françois. Mais en ce cas, pourquoi me faire un crime de n'avoir fait moi-même que répéter cette doctrine, et rappeler ces dispositions ? sans doute, parce qu'on les croit peu applicables aux circonstances actuelles de la révolution ! Eh bien, que l'on me montre un seul évêque françois, dans les circonstances présentes, enseignant que la soumission passive à la constitution actuelle des François est un acte illicite de la part du pasteur qui l'a faite par la simple raison qu'elle est aujourd'hui nécessaire pour l'exercice de ses fonctions pastorales, du culte public. On dit bien que nos chefs ont des difficultés sur la promesse *de fidélité* à la république, parce qu'alors même qu'ils *avouent tous que cette promesse prise en elle-même est due à la puissance publique, ils craignent cependant qu'on ne la tourne au détriment de la religion.* On prétend même que c'est pour cela qu'ils se sont adressés au St. Siège, suivant un bref de

Pie VII à M. de Luçon ; mais je ne sache pas qu'un seul de nos évêques ait aujourd'hui, sur la soumission passive, ou bien sur la promesse de fidélité réduite à la soumission passive, une doctrine différente de celle qu'ils nous ont enseignée en France. Je vois d'ailleurs que l'on se trompe étrangement quand on regarde comme nouvelle la difficulté qui s'est élevée sur ce mot *fidélité* réduit au mot de *soumission*.

Il en fut absolument de même sur le serment de **MAINTENIR** la constitution. Ce mot de *maintenir* effraya les consciences, bien moins parce qu'il annonçoit dans son sens ordinaire un concours actif, que parce qu'il n'y avoit point eu de la part des législateurs, d'explication constante qui le réduisît à ne plus signifier qu'une simple soumission. Aussi plusieurs de ceux qui voulurent légitimer ce serment, le réduisirent-ils, autant qu'ils le pouvoient, à cette simple soumission.

Le bruit se répandit que les évêques de l'assemblée ne l'avoient prêté que dans ce sens ; et de là, ces paroles de M. l'évêque de Digne, aux administrateurs des Basses Al-

pes: *J'ai prêté le serment civique dans le sens que l'ont fait les prélats, les prêtres et tous les chrétiens de l'assemblée et du royaume.* [28 Nov. 1790].

Le bruit se répandit dans les provinces que le président de l'assemblée avoit donné de ce serment l'explication qui réduit *maintenir* à se *soumettre*; et de là, ces paroles de Monseigneur l'Archevêque d'Auch, dans sa lettre pastorale du 29 Déc. 1790: *Promettons, s'il le faut, de maintenir de tout notre pouvoir la constitution politique, c'est-à-dire, d'y être soumis en tout ce qui ne sera pas contraire à la religion.* Et puis, dans une note sur ce mot *soumis*, le prélat ajoute: *Suivant l'explication donnée le 21 Fév. 1790, par le président de l'assemblée et en sa présence.* C'est en ces mêmes termes de *maintenir*, c'est-à-dire, *d'être soumis*, qu'est conçue la formule proposée pour modèle, par ce même prélat, aux ecclésiastiques de son diocèse.

Voilà donc ce serment civique fait dans un sens que ne présente point la formule, et cela sur des explications qui n'avoient pas

à beaucoup près la même authenticité que la *note officielle*. Personne cependant alors ne réclama contre ceux qui réduisoient le *maintenir* à *se soumettre*; au contraire, qu'on s'en souvienne bien, chacun alors auroit voulu que cette explication eût quelque authenticité. Aujourd'hui, pourquoi résiste-t-on aux preuves redoublées de la *note officielle*?

Je le vois bien, on cherche à se persuader que la soumission aux décrets révolutionnaires étoit alors licite, parce que Louis XVI existoit encore à Paris. Mais si Louis XVI existoit alors, étoit-ce donc une raison de plus pour se soumettre, et non pas plutôt, pour résister à ceux qui l'outrageoient sans cesse, et qui ne lui avoient depuis long-temps laissé que le nom de roi. Louis XVI évidemment avoit cessé de l'être, dès le jour où le Tiers des états-généraux s'étoit déclaré *assemblée nationale*. Dès ce jour, Louis XVI ne perdit pas sans doute ses droits de souverain; mais il cessa d'être le souverain de fait; dès ce jour, l'assemblée rompit le pacte social, la rebellion fut ouverte, la révolution complète. Il y eut un souverain
qui

qui n'étoit pas le roi. Tous les décrets suivans ne firent qu'élever un nouvel édifice ; l'ancien n'existoit plus. Se soumettre à ces décrets, c'étoit comme aujourd'hui, se soumettre à une puissance usurpatrice, et aux premiers usurpateurs, plus coupables à eux seuls, que tous ceux qui alloient les suivre. Le serment de fidélité à la nation, à la loi et *au roi*, n'étoit en soi-même qu'un nouvel outrage fait au roi, à qui il donnoit pour souverain la multitude, et pour législateurs, les chefs des rebelles. En un mot, si la présence de Louis XVI faisoit alors quelque chose à la révolution, c'est qu'elle rendoit ses auteurs plus coupables, et leur hypocrisie plus scélérate. Je ne vois pas comment elle pouvoit rendre la soumission à ces rebelles plus licite. Dans le fait, la noblesse avoit raison de dire : le roi n'est plus à Paris, c'est à Coblentz qu'il faut aller le joindre.

Rien de tout cela n'étoit ignoré de personne ; M. l'Abbé, aujourd'hui Son Eminence le Cardinal Maury, alors même qu'il annonçoit toute la soumission du clergé aux décrets politiques de l'assemblée, ne

craignoit pas de dire à cette assemblée qu'elle avoit *usurpé la toute puissance*. Alors même que le prince évêque de Spire *exhorte* les fidèles de son diocèse en Alsace *à la soumission, à la patience, à la tranquillité*, combien déplorable, mais combien vraie aussi est cette description qu'il nous fait de la révolution ! “ Les états généraux “ se sont constitués en assemblée nationale, “ *dépositaire de tous les pouvoirs*.—Ils se “ sont créés eux-mêmes une *toute puissance* “ *indépendante du légitime souverain*.— “ De simples mandataires qu'ils étoient, ils “ se sont érigés en *souverains législateurs*. “ —Le roi insulté avec sa famille jusques “ dans son palais, se trouve dans un état “ de captivité.—Forcé de sanctionner in- “ distinctement tous les attentats que ces “ Prothées, dans la carrière du crime, ne “ cessent de décréter. — *La monarchie* “ *françoise est anéantie*.” [Lett. Past. 16 Mars 1791].

C'est aux auteurs de tous ces attentats que nos premiers pasteurs croyoient pouvoir se soumettre ; c'est là le joug qu'ils nous exhortoient à subir, plutôt que de

livrer des millions de fidèles aux perfides leçons du schisme, de l'hérésie ; et aujourd'hui que les années, le règne de la plus monstrueuse impiété n'ont fait qu'ajouter aux besoins des fidèles, on se croiroit dispensé d'aller, au même prix, porter à ces fidèles tous les secours de notre ministère ! Alors on se croyoit lié à tous les devoirs d'un vrai pasteur, quoiqu'on eût à gémir sur la destruction de la monarchie, sur la captivité du souverain ; et aujourd'hui on se croiroit absous de ces devoirs, parce qu'il nous reste à gémir sur l'exil des princes héritiers du souverain ! Cependant les leçons de nos chefs ne faisoient aucune de ces distinctions ; elles nous soumettoient à toutes les révolutions, et à toute puissance régnante dans les révolutions, par la raison générale, que malgré ces révolutions des empires, un pasteur est toujours l'homme de J. C. et de l'église ; parce que le salut des âmes ne tient point à ces révolutions, mais à la foi, et au ministère des hommes envoyés par J. C. pour la prêcher, pour en maintenir la pratique, et pour administrer les sacremens. Cette grande rai-

son subsiste dans toutes les révolutions ; elle n'est devenue que plus pressante dans l'état actuel de nos révolutions ; quel pourroit donc avoir été mon crime en énonçant une opinion, qui n'est en elle-même que la répétition et l'application la plus pressante des leçons de nos chefs ecclésiastiques ? N'ai-je donc pas le droit de parler après eux, quand je parle comme eux, et comme l'évangile ! Aujourd'hui faudroit-il sacrifier à de vaines clameurs le droit que j'ai de démontrer que je suis encore loin de suivre une autre école ? Je tiens au noble orgueil d'être constant comme elle ; et c'est pour le prouver que je consens à l'examen des objections que l'on oppose à cet acte exigé des pasteurs, et au prix duquel seul ils peuvent reprendre leurs fonctions pour le salut des âmes.

TROISIÈME PARTIE.

*Réponse aux objections faites contre la
promesse exigée des pasteurs par le
gouvernement actuel de la France.*

LES âmes timorées ont leurs subtilités ; j'en respecte le principe ; mais je les prie de faire attention que nos frères en France, ont aussi leur conscience, et que les condamner sur des raisons légères, c'est doublement pécher contre la justice et contre la charité. J'ai examiné celles qu'on leur oppose ; je les ai trouvées la plupart réunies dans une lettre que M. Saint, ecclésiastique zélé, mais honnête dans son

zèle contre la soumission, a daigné m'adresser ; j'ai écouté les autres, je prie mes lecteurs de vouloir bien faire attention avec quelle facilité elles se résolvent.

I. Qu'oppose-t-on d'abord à cette soumission ? La formule à signer, et dans laquelle il faut réduire le mot *fidélité* à ne plus signifier qu'une simple non résistance. — Mais ce sont les mêmes hommes qui ont prescrit cette formule, et qui la réduisent à cette explication. Or très-certainement tout faiseur d'arrêtés ou de lois, peut expliquer les mots dont il se sert ; et alors ces mots, dans l'exécution de sa loi, n'ont plus que le sens qu'il leur donne. C'est pour cela que s'il prescrivait un serment sous une formule licite en elle-même, ce serment deviendrait illicite par l'interprétation erronée ou criminelle qu'il en auroit donnée. Jadis personne en France n'eût juré plus volontiers que moi *fidélité au souverain* ; pour toute chose au monde, je ne ferois pas aujourd'hui ce serment en France, et sous sa république ; parce qu'aujourd'hui il renferme à mes yeux, la monstrueuse erreur d'une révolution qui est al-

lée chercher le *souverain* dans la multitude et la populace.

II. On reprend : si les mots fidélité et soumission ne signifient ici que la même chose, pourquoi les gouverneurs du jour ne changent-ils pas leur formule ?—Je le voudrois ainsi que vous, ce changement ; mais ne savez-vous pas ce qu'il en coûte aux hommes en place d'effacer ce qu'ils ont écrit ? Quand vous n'êtes pas maître d'obtenir davantage, contentez-vous de ce qu'ils regardent comme une condescendance à vos scrupules ; et rendez au moins hommage à ceux dont la conscience a rendu cette explication nécessaire.

III. Vous ne voulez pas même de cette soumission, ou plutôt vous croyez qu'on peut être soumis dans le fait, mais non pas *se déclarer soumis*, de peur que cette déclaration ne dise aussi *consentement* aux crimes de la révolution.—Mais très-certainement *se déclarer soumis* n'est pas donner au mot soumission un sens qu'il n'avoit pas. On se soumet à ce qu'on ne peut empêcher ; on est censé consentir à ce qu'on a le pouvoir et sur-tout le devoir d'empêcher. Consentez-

vous en Angleterre aux lois sur le divorce, ou à celles qui excluent des fonctions civiles, les hommes de votre religion ? Ou bien voudriez-vous que les prêtres catholiques refusassent à Londres, de se *déclarer soumis* aux lois angloises, plutôt que d'exercer à ce prix leurs fonctions religieuses ? Vous pourriez dire ici, *se taire est consentir* ; mais ce proverbe n'est vrai que lorsqu'en parlant vous pouvez empêcher.

IV. Vous prétendez que se soumettre aux gouverneurs actuels, c'est abandonner le Roi.—Non, assurément, les ecclésiastiques soumissionnaires n'ont point abandonné le Roi. C'est le fléau de Dieu qui les prive du Roi, en le forçant lui-même à quitter la France. Ils se soumettent à ce fléau, pour n'être point forcés d'abandonner des hommes à qui ils se doivent tout entiers pour le spirituel, comme le Roi se devoit à la France pour le temporel. Le Roi ne peut plus exercer ses fonctions ; ce n'est pas pour le prêtre une raison de renoncer aux siennes.

V. Le Roi peut revenir ?—Eh ! qui le désire plus ardemment que moi ? Son droit n'est pas détruit ; mais l'exercice de son au-

torité est suspendu. En attendant que cet exercice soit rendu au souverain de droit, faut-il laisser périr les âmes ? Le Roi le veut-il bien lui-même ? et peut-il le vouloir ? et Dieu le voudrait-il ?

VI. Vous craignez que de la soumission passive, on n'en vienne à exiger une fidélité active et coopérante aux forfaits de la révolution.—Mais si on en vient là, le devoir des soumissionnaires est marqué. Ils sauront alors ce qu'ils ont à faire. Si nous attendons que le ministère soit sans danger en France, quand irons-nous y prêcher l'évangile ?

VII. Vous ajoutez : les prêtres François sont citoyens.—Je le sais ; mais quand je ne puis plus remplir mes anciens devoirs de citoyen, ceux de prêtre me restent.

VIII. Vous objectez encore qu'il n'y a point en France, de vrai gouvernement établi ou consolidé.—Convenez que du moins il y a de terribles gouverneurs. Qu'importe qu'ils se succèdent les uns aux autres, quand tous vous mettent également dans l'impossibilité d'y servir, en même temps, l'autel et le trône. Consuls ou pen-

tarques, république de conquérans, démocratie de brigands, tout cela ne change rien à la question. Sous quelque nom que ce soit, vous m'empêchez de faire pour le Roi, ce que je voudrois faire pour sa Majesté ; vous me laissez la liberté de faire mon devoir envers Dieu et les âmes confiées à mes soins ; cette partie de mon devoir, la première d'ailleurs et la plus essentielle, la plus intimement unie à la qualité de pasteur, je puis encore la remplir ; je le puis, je le dois. Ce que je dois à Dieu, au salut éternel de mes paroissiens, n'est pas subordonné à des intérêts temporels. La religion me dit de servir mon Roi tant que je le pourrai ; elle ne me dit pas : cesse de servir Dieu, de sauver les âmes, de prêcher l'évangile, quand le Roi est absent, ou ne peut plus faire observer ses lois. Après ces objections dont je n'ai presque fait que copier la réponse, telle que je l'avois d'abord écrite à M. l'Abbé Saint, il m'en est arrivé quelques autres, auxquelles il faut encore répondre.

IX. On m'a dit qu'en suivant les raisons que j'allégué pour la soumission, les prêtres et les évêques n'auroient jamais dû quitter

leur poste en France.—Aussi leur gloire est-elle de ne l'avoir quitté que lorsqu'il leur devint tout-à-fait impossible d'y rester. Ce ne sont pas nos vrais pasteurs qui ont laissé là leurs paroisses, ou leurs diocèses ; ce sont les décrets de nos législateurs et les piques de leurs brigands, qui nous ont poussés loin de la France. Jusques à ces décrets, je ne connois de la part de nos chefs, que des exhortations adressées aux pasteurs pour les engager à rester auprès de leurs ouailles, et des règles de conduite pour empêcher le schisme, l'intrusion, et l'impiété, d'établir leur empire. Je ne vois pas un seul évêque qui dans ses instructions, ait pensé à nous dire qu'il n'étoit plus permis de se soumettre aux lois dominantes, pour sauver au moins autant d'âmes qu'on le pourroit.

X. On est venu me dire encore : cette promesse de soumission que vous croyez licite, vous croyez donc aussi qu'après l'avoir faite, il faudra la tenir ?—Si je le crois ? sans doute. L'évangile qui vous recommande la prudence du serpent, ne veut-il pas aussi que vous ayez la simplicité de la colombe ? Et que devient cette simplicité

dans l'homme qui promet ce qu'il ne veut pas tenir ? Vous craignez les effets de cette soumission ? Reposez-vous-en sur votre Dieu. Quand il montre un devoir à remplir, il sait prendre sur lui les évènements. L'infidélité à votre promesse, que seroit-elle d'ailleurs, qu'une faute plus propre à attirer de nouveaux malheurs sur votre patrie, qu'à éviter ceux dont elle est encore menacée ? La religion ne se sert point par le mensonge, et c'en est un que de promettre ce qu'on ne veut pas tenir.

XI. Mais cette soumission est un scandale, au moins pour le peuple de certaines provinces de la France.---Instruisez donc ce peuple ; et apprenez-lui que s'il étoit ici un véritable scandale, ce seroit de voir les pasteurs traités de schismatiques par le peuple, pour une soumission sur laquelle il appartient au sacerdoce de juger ses propres devoirs. Ce n'est pas une des moindres irrégularités de la révolution, que cette manie de certaines personnes qui vont dévotieusement donner des leçons à des hommes chargés eux-mêmes de les instruire. J'ai vu à Londres un missionnaire Anglois, arrivant des prisons où il

il avoit été long-temps confiné en France, pour s'y être livré au ministère dans des paroisses qui manquoient de pasteurs. Ce n'est pas sans étonnement que dans sa prison même, il se voyoit chaque jour assiégé par ces personnes dévotieuses, qui venoient lui donner des leçons contre la simple soumission qu'on exigeoit alors, et qu'il croyoit au moins tout aussi innocente que celle qu'il avoit faite dans sa patrie. Il ne concevoit pas comment cette espèce de mode avoit pu s'introduire en France. Je conçois, moi, qu'elle y a fait beaucoup de mal, en introduisant dans certaines provinces des scissions très-dangereuses, entre les non-soumissionnaires et les autres. Ce qu'il y a ici de bien remarquable, c'est que les vrais schismatiques seroient les non-soumissionnaires. De qui en effet se séparent les autres ? Serait-ce des églises d'Italie, qui toutes ont donné l'exemple de cette soumission ? Serait-ce du Saint Siège, et de ce vénérable Pontife, Pie VI, qui a permis bien autre chose que la soumission, non pas comme on voudroit le dire, aux François conquérans, mais aux jacobins de Rome, et à leur ré-

publique? Le vrai scandale est donc ici donné par ceux qui le reprochent aux autres. Instruisez donc ce peuple qu'un faux zèle a égaré; et s'il est quelque prêtre dans la même erreur, montrez-lui en les suites pour qu'il la répare.*

Je puis d'ailleurs à ce scandale en opposer un autre, auquel il seroit plus difficile de répondre par de bonnes raisons. Lors de la première soumission proposée par l'assemblée,

* Extrait d'une lettre écrite par un vénérable prêtre d'Amiens, qui m'a été communiquée dernièrement: " Le service est ici en bon train ;
 " mais iroit encore mieux, sans une clique de
 " femelles, qui à la place du chef souverain, se
 " sont érigées en juges, dogmatisent, condamnent
 " et anathématisent : mais, pour leur part, usent
 " de leur autorité, pour se tenir à l'aise sur d'au-
 " tres points qui les gêneroient trop. Le plus
 " grand mal, c'est que bien des gens, revenus de
 " loin, et demeurant ici cachés, entretiennent
 " cette division, à laquelle ils trouvent un peu
 " leur avantage, mais au préjudice de beaucoup
 " de lieux, où ils pourroient être autrement utiles,
 " et où il manque des secours que l'on réclame de
 " tous les côtés."

des prêtres de Lyon s'y refusèrent. Je vis alors des lettres de Lyon, dans lesquelles on lisoit : " Que veulent donc nos prêtres ? ils nous avoient tant dit qu'ils ne demandoient que le spirituel, qu'on les verroit toujours soumis au reste ; aujourd'hui qu'on leur accorde ce qu'ils demandoient, veulent-ils nous faire croire qu'ils regrettent le temporel bien plus que le spirituel ? " Sans doute ce reproche étoit peu mérité par des hommes à qui il ne manquoit pour cette soumission, que des raisons capables de vaincre leurs scrupules, et une délicatesse de conscience toujours respectable dans son principe. Mais enfin, scandale pour scandale, puisqu'on ne peut l'éviter de part ou d'autre qu'en instruisant le peuple ; qu'on l'éclaire, et surtout qu'on n'entretienne pas les fausses idées qu'il s'est faites de cette soumission des pasteurs. Qu'on ne lui laisse pas le droit de les juger ; et il cessera de se scandaliser sur des hommes qui n'ont subi le joug de la soumission que pour se consacrer à l'œuvre du Seigneur.

XII. Mais que répondre à ceux qui nous

opposent la soi-disante pastorale de Royer de Paris, donnant les soumissionnaires pour autant d'hommes acquis à son église? Que répondre à cette objection?—Que nous devrions bien avoir appris enfin à connoître les ruses, les détours, et tous les artifices de cet intrus et de tous ses confrères en intrusion. Cessez d'être leurs dupes, c'est bien assez que vous l'ayez été de ceux qui savoient bien ce qu'ils faisoient, quand ils nourrissoient les clameurs et attisoient le feu contre l'auteur des mémoires sur le jacobinisme et des lettres Helviennes.* Ce

* J'ai vu l'effet de ces clameurs sur des ecclésiastiques même; j'ai lu leurs lettres. Je voudrois bien qu'ils m'eussent appris comment les démonstrations que j'ai données dans ces ouvrages auroient cessé d'être démonstrations, quand même j'aurois été dans quelque erreur sur la promesse exigée aujourd'hui en France. En tout cas, que ces messieurs me mettent à l'épreuve sur ce que je dois moi-même à l'autel et au trône, et ils verront s'ils ont eu quelque droit d'écrire leur *quantum mutatus ab illo*? Ils verront s'il s'est passé dans moi quelque métamorphose qui leur donne le droit de s'unir aux Jacobins, contre

Royer qui vous semble si propice aux soumissionnaires, frémit, dans le fond de son âme, qu'il s'en trouve à Paris un si grand nombre. Ils lui ont enlevé dans cette ville

la véracité dont je fais profession, et dont j'espère bien ne pas me départir même en faveur des dupes, quoique je sache les distinguer des méchans. Ne faut-il pas encore que je réponde à celui qui m'écrit, pour savoir s'il n'y a pas contradiction à dire comme moi, que dans les circonstances actuelles, la soumission tient aux devoirs des pasteurs, et qu'il faut cependant là-dessus, attendre les ordres de nos chefs? Celui qui me fait cette question, ne sait donc pas qu'alors même qu'on dit au soldat qu'il faut combattre, on sait parfaitement que la bataille est perdue d'avance, si le soldat marche sans ordre, et sans autre direction que celle de son courage. Ne sait-il pas aussi que de tous les désordres, le pire est l'anarchie? ...Je pose les principes de mon opinion; j'essaie de la démontrer. L'application n'en appartient pas moins aux évêques, à qui les circonstances laissent bien des considérations à faire, et sur lesquels d'ailleurs repose le poids immense de cette terrible responsabilité de trente millions d'âmes, aujourd'hui sous le sceptre de la république.

trente églises; il n'en a plus que cinq, où il n'est suivi que du rebut des jansénistes et de la populace. Il sait parfaitement que le meilleur moyen de détourner les prêtres de cette soumission, seroit de faire croire qu'elle les assimile à son église. On rit à Paris de sa méchanceté; c'est tout le cas qu'il faut en faire à Londres.

XIII. J'ai répondu aux argumens que pouvoit suggérer la délicatesse de conscience; en voici un qui n'est qu'une faute risible de logique. Celui qui me l'a proposé croyoit en avoir fait un syllogisme en forme, en me disant: Toute promesse doit se faire dans l'intention de ceux qui l'exigent; or l'intention des consuls, en exigeant cette promesse de fidélité ou de soumission, est très-certainement de consolider l'usurpation et la révolution; donc pour faire sincèrement cette promesse, il faut vouloir aussi consolider cette révolution, et l'usurpation.—Voilà comme on s'aveugle, comme des gens d'esprit se laissent prendre eux-mêmes à un simple jeu de mots. Toute la difficulté de cet argument se réduit à l'équivoque du mot *intention*. Dans la première phrase,

il faut, pour être vrai, qu'il signifie que la promesse ou le serment doivent se faire dans le même sens que leur donne celui qui les exige. Dans la seconde assertion, il se prend non plus pour le sens du serment, mais pour le motif, pour la cause déterminante de celui qui les prescrit. Je sais parfaitement que le serment ou la promesse doivent se faire dans le sens fixé par celui qui les commande; et c'est pour cela même que la promesse de fidélité, n'est plus auprès des consuls qu'une promesse de soumission; mais que je doive pour cela, faire un serment dans les mêmes motifs, et pour la même raison déterminante, ou en me proposant le même but que celui qui l'exige, c'est une véritable absurdité. Jamais ni moraliste, ni théologien n'a dit qu'en faisant une chose bonne en elle-même, et que j'ai droit de faire, je dusse la faire par le même motif que celui qui m'impose quelque condition pour me la laisser faire, ou même qui m'ordonne de la faire. Un bon soldat se bat pour faire son devoir envers son prince. Voilà tout son motif, alors même que le prince le conduit aux combats par pure ambition, ou bien

pour maintenir une conquête injuste. Le prêtre se soumet à la république, pour travailler au salut des âmes, comme le laboureur pour cultiver son champ, comme l'homme de lettres pour cultiver les arts, ou le marchand pour son commerce. Il seroit assez étrange que les uns et les autres fussent obligés d'abandonner leur profession, parce que les consuls, en leur ordonnant de la continuer, auroient en vue de prouver que leur règne n'est pas celui de Robespierre, et de consolider la révolution, en rendant la France tranquille ou florissante sous leur empire.

XIV. Enfin j'arrive à ce profane qui, sous le nom de gentilhomme, m'a opposé ses observations. Quel est ce gentilhomme? il ne se nomme pas; mais à coup sûr ce n'est pas un de ceux qui peuvent se flatter de soutenir dans leur exil, la cause de la religion. Il la connoît si mal, il est, si étranger au véritable esprit du christianisme, que malgré son zèle pour la cause des rois, j'aurois plus à gémir sur ses illusions, et à prier pour sa conversion, qu'à me livrer à la réfutation de ses raisonnemens. Si je les ai saisis, il se réduisent à nous dire, qu'il

faut ou bien que nos pasteurs abandonnent à toute l'impiété de la révolution, tous ces millions d'âmes comprises dans l'immense étendue de la France, ou bien que les rois se décident pour toute autre religion que la nôtre. Eh! c'est après quatorze siècles des preuves constantes que l'église de France a données de sa fidélité à ses souverains; après celles qu'elle a données plus qu'à tout autre, au plus infortuné de ses rois, à Louis XVI, c'est aux héritiers de ce roi et de St. Louis, que l'on tient ce langage!—Monsieur le chevalier, si vous avez osé envoyer à Louis XVIII une pareille défense; c'est à sa réponse que je vous abandonne. Mais savez-vous bien quelle seroit la mienne, si jamais le fléau qui tourmente la France, étoit suivi d'un souverain qui pensât comme vous? Entre César et Dieu, notre choix est tout fait. Vous parlez du mépris auquel notre profession nous livreroit sous ce règne de la république. Ce mépris seroit vrai, et il seroit accompagné de nouveaux outrages; nous avons nos modèles; nous ne connoissons pas d'honneur plus grand que celui des apôtres. S'il ne faut, pour

ramener nos compatriotes dans les voies du salut, que devenir comme St. Paul, la balayure du monde, nous partons. Vous avez tort de nous opposer la liberté dont nous jouissons dans notre exil ; c'est précisément parce que nous sommes libres, qu'il faut marcher où Dieu et le besoin des âmes nous appellent.

Cependant écoutons encore le Chevalier. Il nous a d'abord dit qu'il traitera la question en qualité d'ancien soldat, et le voilà qui, le sabre à la main, se jette dans les rangs des théologiens, et les fatigue de mille questions, qui n'ont pas le moindre rapport au véritable objet.

Il craint de nous voir faire de Bonaparte, *l'oint du Seigneur* ; et la question est de savoir ce qu'un pasteur doit faire en l'absence de *l'oint du Seigneur*.

Il faudroit à ce soldat auteur, des traités entiers, pour lui dire ce que c'est que la puissance civile, et comment *l'usurpée même* vient de Dieu, quoique l'usurpation vienne de l'homme ; c'est-à-dire, comment Dieu fait à Cromwell même un ordre de remplir tous les devoirs du trône, jusqu'à

ce qu'il ait rendu le trône à qui de droit ; ou bien comment Dieu veut que le ravisseur de ma maison la préserve du feu, tant qu'il la garde, quoiqu'il ait toujours l'obligation de me la rendre. Mais tout cela ne feroit encore rien à notre question ; parce que, puissance ou brigandage, il s'agit de savoir si un pasteur n'est pas obligé de rester ou de revenir auprès de son troupeau, quels que soient les puissans ou brigands qui dominent.

Il faudroit encore lui dire si nos soumissionnaires prêcheront *restitution ou damnation*, sans être obligés d'aller faire des discussions en chaire, sur les biens des émigrés et de l'église ; ou bien, s'ils donneront l'absolution, et à qui ils la donneront ? Toutes ces questions nous empêcheroient-elles de la donner à ceux qui n'ont eu rien à faire avec les biens des émigrés et de l'église ? Et d'ailleurs, les non-soumissionnaires n'auront-ils pas à suivre sur ces objets, les mêmes règles, et de prudence et de justice, que les soumissionnaires.

Depuis la création des assignats, 21 Déc.

1789, les biens ecclésiastiques se vendoient et s'achetoient comme aujourd'hui ; depuis le 9 Fév. 1792, les biens des émigrés leur étoient enlevés ; pas un seul prêtre, sur les difficultés dont ces spoliations environnoient son ministère, ne pensoit à quitter sa paroisse et l'administration des sacremens. Jusqu'au jour du décret d'exportation, nos évêques étoient tout occupés de réglemens à faire pour les pasteurs constans dans leurs fonctions, auprès de leurs ouailles. Que prétend-on nous dire aujourd'hui, quand on fait de ces spoliations, un obstacle insurmontable au ministère ecclésiastique, une raison puissante pour tenir les pasteurs loin des âmes confiées à leurs soins, une raison plus forte que l'obligation d'aller maintenir les fidèles dans la foi, ou rappeler dans les voies du salut, les pécheurs égarés ?

Revenons au soldat théologue. Il faudroit à présent lui apprendre comment l'absolution d'un crime donnée au pénitent, n'est rien moins qu'une invitation à de nouveaux crimes. Il faudroit surtout lui apprendre comment nos anciens pasteurs ont pu se soumettre à Pepin, sans inviter les François à mas-

à massacrer Charlemagne; ou bien à Hugues Capet, sans dire *d'une voix bien articulée, et surtout bien persuasive, aux misérables, aux ambitieux de tous les pays: soulevez-vous, massacrez vos souverains, vos prêtres, vos magistrats, &c. &c. &c.* Malgré tous les éloges que l'honnête soldat fait, et de ma personne, et de mes travaux, je ne peux là-dessus, que l'inviter à se présenter lui-même au confessionnal, avec un cœur contrit et humilié, pour savoir si l'absolution qu'on lui donnera, n'est qu'une invitation à pécher de nouveau.

Il faudroit ici parler de bien d'autres choses, pour lui apprendre que *l'interdit jeté sur les états*, pour quelque cause que ce fût, n'étoit rien moins qu'un ordre aux pasteurs de quitter ces états; qu'alors, plus que jamais, ils étoient au contraire obligés d'y rester, pour suppléer par des instructions particulières, aux instructions publiques; pour empêcher les crimes qui avoient attiré l'interdit, d'aller toujours croissant; et pour ne pas laisser manquer des sacremens, ceux qui n'avoient point eu

de part à ces crimes, ou qui en étoient repentans.

Il n'est pas jusqu'à Rome que le soldat auteur ne prétende nous suivre, crainte que nos évêques et nous, n'allions y demander l'absolution du serment fait au roi et à la royauté. Qu'il soit tranquille là-dessus; nos évêques savent parfaitement qu'il ne fut pas donné à St. Pierre ou aux papes, ses successeurs, de disposer ainsi des empires et des sermens qui lient les sujets au souverain*. Aussi ne demandons-nous

* Quand le clergé de France prioit ~~le Duc de Bragance~~ de reconnoître le Duc de Bragance pour roi de Portugal, de peur que la religion ne souffrît quelque dommage, *ne quid religio detrimenti patiatur*, prétendoit-il pour cela donner au pape le droit de disposer des empires, et d'absoudre les sujets du serment de fidélité qu'ils avoient fait à Philippe II; ou bien simplement nous apprendre que les pasteurs des âmes ne contestent point sur les droits des souverains, mais reconnoissent celui qui existe, sans préjuger sa cause! (*V. memoir. de l'Assem. du Clergé, an 1680*).

Et qu'on ne dise pas que le Duc de Bragance étoit alors reconnu par les autres puissances de

rien moins que d'être absous du serment de fidélité. Nous savons que d'après toute l'histoire, il seroit absurde de condamner les citoyens, qui dans l'invasion la plus injuste, jurent fidélité au conquérant ou à l'usurpateur, soit chrétien, soit turc, soit payen ; cependant telle est ici notre délicatesse, que nous nous réduisons à demander ce que nous avons à faire, *comme pasteurs*, dans un temps où le prince qui reçut nos sermens, voit l'exercice de son autorité suspendu, et si ne pouvant plus suivre ses lois dans son empire, nous sommes pour cela dispensés d'y rester, ou bien d'y re-

l'Europe ; car il n'avoit encore pour lui que Louis XIV et la Hollande. Que fait d'ailleurs ici cette reconnoissance des autres puissances ? Tous les princes de l'Europe reconnoîtroient la république ; je ne vois pas que pour cela Louis XVIII en fût moins le véritable héritier de Louis XVI. Je suis François ; je ne connois point de prince qui puisse disposer des droits d'un roi de France. Sur cet objet le consentement des autres souverains est aussi nul pour moi, que celui des jacobins. Il peut bien diminuer mon espoir, retrancher des moyens, il ne fait rien au droit.

tourner, pour y faire observer les lois de Dieu, au prix d'une simple soumission, qu'un usurpateur ne pourroit alléguer en faveur de ses prétendus droits.

Cette question, Monsieur le Chevalier, est de pure morale religieuse et pastorale ; elle ne vous regarde, ni comme soldat, ni comme gentilhomme ; elle ne nous regarde pas même nous, comme citoyens, mais seulement comme pasteurs. Votre épée pourroit nous dispenser de la traiter, en rétablissant le roi sur son trône. Vous ne trouveriez nulle part, plus de reconnaissance que chez nous. Mais en attendant, croyez que votre plume sur des objets de cette espèce, est d'un foible service.

Souffrez même qu'on vous en avertisse. A la manière dont vous prévenez nos pasteurs des injures que leur diroient les sophistes françois, on soupçonneroit presque la tournure d'un écrivain qui aimeroit assez à les dire lui-même.

Quand vous voulez que ces pasteurs abandonnent leurs paroisses à l'incrédulité, sous prétexte que notre Dieu lui-même nous a dit qu'il trouveroit un jour peu de foi sur

la terre, cela nous prouve un peu que vous avez appris votre catéchisme de ce sophiste du soi-disant *bon sens*, qui nous disoit : *si votre Dieu laisse aux hommes la liberté de se damner, de quoi vous mêlez-vous ?* Ces inepties là plaisoient trop aux sophistes, pour faire honneur au soldat Vandéen.

Quand vous parlez de cette *contrition*, qui peut se passer et du pasteur et des sacrements, croyez-moi, Monsieur, mieux vaudroit tourner votre sabre contre les jacobins, que donner à nos pasteurs votre théologie, et à nos princes votre politique. J'ai peur que l'une ne vaille pas mieux que l'autre. Heureusement pour vous on peut être bon soldat sans l'un et l'autre.

XV. J'entends un autre politique qui me dit : arrêtez ; suspendez simplement votre zèle encore quelques années ; et vous verrez ces mêmes hommes, qui aujourd'hui opposent à votre retour les conditions du joug révolutionnaire, forcés de recourir à vous, et vous laisser vous-même leur dicter la loi, pour aller leur rendre des principes sans lesquels il leur est impossible de donner à un gouvernement la moindre consistance.

Vous qui pensez nous arrêter par cet espoir, dites-nous, je vous prie, êtes-vous prophète ? Le Seigneur vous a-t-il ordonné de nous montrer cet avenir ? Certes, s'il nous a été donné d'étudier l'esprit de Dieu dans nos livres saints, que ses moyens sont loin des vôtres ! Il faut donc, pour vous plaire, introduire jusques dans le sanctuaire, tout le machiavélisme de votre politique ! Il faut, pour guérir ces millions d'âmes, leur donner la gangrene; les laisser se pourrir, s'enfoncer dans les ordures de la corruption et de l'impiété, pour que l'excès de l'anarchie nous les rende ! Ainsi donc il faudra d'abord livrer à leur destin tous ces millions d'hommes qui mourront en attendant, privés des secours de notre ministère ! Ainsi donc il faut croire que les vengeances du ciel s'apaiseront par l'excès même de cette corruption, de cette impiété qui les ont toutes appelées sur la France !

XVI. Enfin, vous avez dit aux prêtres qu'on veut les faire citoyens, et qu'il s'agit pour eux, d'une fidélité à promettre dans le même sens que tous les autres citoyens, que les magistrats même de ce nouveau gouverne-

ment. C'est une grande erreur de votre part; puisque comme ministres de la religion catholique, les prêtres ne sont pas même citoyens d'un gouvernement qui affecte de ne reconnoître aucune religion. Vous vous trompez encore, en ce que fussent-ils reconnus pour citoyens, la note officielle des consuls annonce que la soumission aux lois est suffisante pour l'ordre public. Quant aux magistrats, ce n'est pas en vigueur d'une promesse pareille à celle qu'on exige du sacerdoce, c'est en vigueur de leur magistrature même, qu'ils sont censés promettre le maintien positif des lois actuelles. Et d'ailleurs quand le gouvernement s'est expliqué, quand il a eu des raisons spéciales pour s'expliquer, et pour réduire en faveur des pasteurs, la promesse de fidélité à celle d'une simple soumission, ce qu'il n'auroit point fait pour les autres, empêcheroit-il donc ce qu'il a fait pour les pasteurs!

On voit que je n'ai point cherché à cacher tout ce que l'on m'objecte. Que l'on mette à présent dans la balance ces objections si vaines, si faciles à réfuter, avec ces

lois de l'évangile, avec cette doctrine de nos chefs, qu'il m'a suffi de répéter pour justifier mon opinion; et qu'on prononce ensuite s'il avoit abandonné la cause de l'autel ou du trône, celui qui déplorant les malheurs du trône, vous disoit qu'au moins ne falloit-il pas abandonner l'autel; qu'il falloit le servir sous le joug même de la soumission aux loix nouvelles; joug le plus dur sans doute, que l'on puisse imposer à des François, amis de leur roi; mais qu'il faut bien savoir subir comme ministres envoyés de Dieu pour le salut des âmes; comme ses envoyés auprès des pécheurs qui nous rappellent, auprès de ceux même qui nous fuyent. C'est l'office du bon pasteur qu'il faut aller remplir; et le bon pasteur court après la brebis égarée; il court la ramener aussitôt qu'il le peut. Il sait braver pour elle les dangers; il met sa confiance en Dieu; et il se garde bien surtout de blasphémer la providence, d'opposer ses besoins à ceux de ses ouailles.

Je ne finirai pas ces réflexions sans observer qu'au reste, l'intérêt personnel ne peut

me les avoir dictées. Ecrit d'abord à ma section, sur le livre des prêtres à déporter, écrit en même temps par les municipes, sur la liste des prêtres à égorger, mon nom est aujourd'hui dans celle des émigrés. Ma fortune en a subi le sort. Je ne suis ni de ceux qui auroient quelque espoir pour la recouvrer, ni de ceux qui peuvent le tenter, sans s'exposer à voir renaître les dangers qui menaçoient leur tête. Dans les pasteurs que mon opinion peut rappeler en France, je ne perds que des amis, et les estimables compagnons de mon exil. Il faut que de bien fortes raisons prévalent sur mon cœur, pour leur montrer des devoirs à remplir dans des contrées où il ne m'est pas donné de les suivre. La seule chose qui m'en consolera dans la continuité de mon exil, sera de pouvoir aussi continuer des travaux, qui dans mon intention au moins, ne sont pas étrangers à la cause qu'ils vont défendre en France.

OBJECTION

A

PREVENIR

SUR LES

BREFFS DE PIE VI.

APRÈS avoir cherché à démontrer la vérité de mon opinion sur la soumission des pasteurs François à l'ordre actuel des choses, j'ai peur qu'avec le temps et la réflexion, ceux-là même qui croient à présent cette soumission illicite, ne me reprochent d'avoir témoigné tant de répugance pour la pro-

messe de fidélité prise dans le sens naturel de ce mot, et dans toute son étendue. Il seroit en effet assez naturel de m'objecter ici ce bref dont j'ai moi-même un exemplaire envoyé par nos frères déportés à Rome ; ce bref de Pie VI. permettant de jurer *fidélité et adhésion* à la république et à la constitution (alors établie à Rome) *sauf néanmoins la religion catholique*. (Bref du 16 Janv. 1799.)

Je répondrai à cette observation, que j'ai certainement la plus profonde vénération et pour ce pontife, et pour une décision qu'il dit lui-même avoir prononcée *d'après les plus sérieuses consultations de théologiens savans et expérimentés, et d'après l'examen d'une congrégation de cardinaux très-distingués par leur probité et leur doctrine*. (Bref du 30 Janv. 1799.) Mais dans cette décision de Pie VI. il est deux parties, qui ne me semblent pas également applicables à notre situation. Par la première les Romains pouvoient jurer *de ne prendre part à aucune conjuration, ou sédition contre la république actuellement établie*. Cela revient parfaitement à la soumission pas-

sive, et s'applique exactement à toute constitution ou loi, qui approuvant ou statuant une chose contraire à la foi ou à la justice, comme le divorce, la spoliation injuste de quelques citoyens, n'exigeroit pas au moins de nous, un concours personnel à l'erreur ou à l'injustice. Cette soumission est celle que je crois devoir appliquer à l'état actuel des pasteurs en France.

Par la seconde partie de la formule que dicte Pie VI, les Romains ont pu jurer *fidélité* à la constitution républicaine alors existante, parce qu'il n'étoit, au moins que je sache, dans cette *constitution*, aucune loi opposée par elle-même à la religion ou à la morale. Je vois au contraire en France, l'affectation de plaquer à la constitution, deux lois qui en étoient parfaitement indépendantes, l'une sur les émigrés, et l'autre sur l'église. Je craindrois en promettant *fidélité* à cette *constitution*, de promettre aussi un concours actifs à ces deux lois, qui me répugnent absolument. Voilà pourquoi j'ai attendu qu'en France, le mot *fidélité* fût notoirement pris pour *simple soumission*.

D'ailleurs

D'ailleurs, quoique les théologiens conviennent que l'on peut se soumettre à l'usurpation, aussitôt qu'elle a pour elle la force publique ; quoique l'usage même n'attache guère d'autre sens que celui de soumission ou de non résistance, au serment de *fidélité*, que font les magistrats à un conquérant, qui bientôt peut reperdre la ville ou la province qu'il a conquise ; il n'en est pas moins vrai que l'on doit refuser au pouvoir révolutionnaire, promesse et serment de *fidélité*, aussi long-temps qu'on peut l'éviter, sans exposer le peuple ou la religion à de plus grands malheurs.

Telle auroit évidemment été la situation de Rome, puisque ses jacobins ne se contentoient pas même de la formule de Pie VI. La décision de ce Pontife a donc pu être, quant à cet article de fidélité, applicable à la situation de Rome, sans l'être à la nôtre.

Mais soit soumission, soit fidélité, il est évident qu'il n'a décidé l'une et l'autre, qu'à raison du peuple et de la religion ; nous devons donc faire aussi, pour le maintien de cette religion, et pour le salut des âmes, toute soumission, qui ne nous engage au

concoure d'aucune erreur ou injustice. Voilà la conséquence à laquelle je m'en tiens, soit avec le plus profond respect pour la décision de Pie VI, soit avec cette disposition d'esprit et de cœur, qui dans l'application des principes, doit nous tenir attachés aux lois, comme à la doctrine de nos supérieurs.

Dans cette conséquence, je n'ai aucun égard pour la différence que l'on voudroit faire ici, de Pie VI, décidant en souverain, et prononçant comme Pape ; parce qu'en qualité de souverain, il ne pouvoit pas renoncer, plus que Louis XVI, aux droits de ses successeurs. Il est évident qu'il a prononcé comme Pontife, pour diriger les consciences dans le parti à suivre pour le salut des âmes, et le maintien de la religion.

Pour les mêmes raisons, (*que l'on pèse bien ce que je vais dire*), pour les mêmes raisons, je persiste dans mon opinion sur la soumission. J'y persiste d'autant plus fortement, que parmi ceux qui la combattent, il est de ces hommes, que j'appelle *jacobins de l'impiété*. Il en est qui ont voulu

profiter de la circonstance, *qui ont dit vouloir en profiter*, pour faire absolument exclure la religion catholique, de la France, en engageant les prêtres à un refus, qui les rendant odieux au gouvernement actuel, pourroit le porter à livrer le peuple François à ses intrus, et à l'hérésie. Ce que je dis là, je le sais ; et ceux qui avoient ce projet, qui formoient pour cela, une espèce de coalition, sauront aussi un jour que je n'ignore ni leurs propos, ni leurs conseils, ni leurs projets, et que je peux leur en fournir la preuve.

L'ABBÉ BARRUEL.

18 AU 63

MAHARAJA

MAHARAJA